

RÉÉLECTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESCO

Pour le moment, tous prennent pour acquis que Federico Mayor sera candidat et aucun groupe régional n'a même laissé entendre qu'il songeait à présenter une autre candidature.

Les principaux appuis de Mayor viennent d'Europe et d'Amérique latine. Les Asiatiques ont toujours été assez critiques à l'endroit de Mayor, mais rien ne nous autorise actuellement à penser qu'une candidature alternative est en préparation.

La réélection de Mayor est un peu perçue comme une fatalité. Ses faiblesses sont connues depuis le début de son mandat: il ne s'intéresse pas à la gestion de l'Organisation, son approche est basée essentiellement sur les relations publiques et il trouve plus important de répondre aux exigences de l'actualité telles qu'il les perçoit et aux exigences de certains États membres ou de certains groupes telles qu'elles peuvent être reflétées dans le programme et le budget de l'Organisation.

D'autre part, il a réussi à régler quelques problèmes politiques importants hérités de son prédécesseur, il a effectivement réussi à changer l'image de l'UNESCO et il a restauré une bonne coopération inter agences.

On pourrait reprocher à M. Mayor de minimiser la crise financière qui secoue l'Organisation. Le Directeur général n'a pas adopté une attitude suffisamment responsable face à cette crise bien réelle, se montrant notamment peu enclin à accepter la réalité de cette crise financière et peu enclin à adopter des mesures sévères pour faire face à cette dernière.

Dans le cas du paiement ou du non paiement des contributions, par exemple, M. Mayor a pour principe de dire qu'il doit prendre pour acquis que les contributions retardataires seront versées et qu'il ne peut fonctionner à partir de l'hypothèse du non paiement des contributions. Ce souci de l'adoption de mesures d'austérité appropriées dans le but d'assainir la situation financière de l'UNESCO pourrait être un facteur important dans la décision du Canada d'appuyer la réélection de Monsieur Mayor.